

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Bégin, François
Lefevre, Guillaume

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Houde, Pauline
Mignault, Isabelle
Parent, Martin
Sauvageau, Josée Maryse

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Caron, Éric

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE

Doucet, Daniel

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Rodrigue, Alexandra

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Gagnon, Karolyne
Lafontaine, Marie-France
Rémillard, Claire
Routhier, Martin
Thiboutot, Jean-Pascal
Turmel, Marjorie

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS

Demers, France
Gosselin, Suzie

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION

Berthiaume, Jessica
Girard, Jacinthe
Grenier, Carole
Laferrière, Denise

MINISTÈRE DU TOURISME

Lalumière, Pierre

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Lessard, Lise
Vachon, Paule

REVENU QUÉBEC

Karpman, Carole
Théberge, Marjorie

2- Les employés dont le nom apparaît ci-dessous ont demandé au gouvernement de participer au régime de retraite du personnel d'encadrement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Poirier, Carole

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Turmel, Simon

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Brassard, Annie

MINISTÈRE DU TOURISME

Bernier, Daniel

45827

Gouvernement du Québec

Décret 68-2006, 14 février 2006

CONCERNANT une modification au décret n^o 164-2001 du 28 février 2001 relatif à un régime d'emprunts du Québec dans le cadre d'une offre continue au Canada afin d'augmenter l'encours autorisé de 8 000 000 000 \$ à 13 000 000 000 \$

ATTENDU QUE, par le décret n^o 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par le décret n^o 343-2003 du 5 mars 2003, un régime d'emprunts a été autorisé en vertu duquel le ministre des Finances peut emprunter par l'émission et la vente de billets à moyen terme du Québec dans le cadre d'une offre continue au Canada ;

ATTENDU QUE, en vertu de ce régime d'emprunt, le montant total des prix initiaux à l'émission des billets, en circulation à quelque moment que ce soit, ne doit pas excéder 8 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent en monnaie légale des États-Unis d'Amérique ;

ATTENDU QU'il est opportun d'augmenter le montant total des prix initiaux de ces billets, en circulation à quelque moment que ce soit, y compris ceux qui furent émis sous l'autorité du décret n^o 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par le décret n^o 343-2003 du 5 mars 2003, et des décrets d'autorisation antérieurs à ceux-ci, à 13 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent en monnaie légale des États-Unis d'Amérique;

ATTENDU QUE le décret n^o 1109-2002 du 25 septembre 2002 désignant la ministre et le ministère des Finances sous le nom de ministre et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche a été remplacé par le décret n^o 558-2003 du 29 avril 2003;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le décret n^o 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par le décret n^o 343-2003 du 5 mars 2003, soit modifié à nouveau par :

a) le remplacement, dans le deuxième alinéa du dispositif, du nombre « 8 000 000 000 » par le nombre « 13 000 000 000 »;

b) le remplacement dans le dispositif, partout où ils se trouvent, des mots « la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche » par les mots « le ministre des Finances », compte tenu des adaptations nécessaires.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

45828

Gouvernement du Québec

Décret 70-2006, 14 février 2006

CONCERNANT la déclaration du Québec de se lier à la Convention-cadre pour la lutte antitabac

ATTENDU QUE la Convention-cadre pour la lutte antitabac a été adoptée à l'unanimité le 21 mai 2003 par l'Organisation mondiale de la santé, signée par le Canada le 15 juillet 2003 et ratifiée par celui-ci le 26 novembre 2004;

ATTENDU QUE la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a donné son agrément, le 18 juin 2003, à ce que le Canada signe la Convention-cadre, conformément à l'article 22.1 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, pour être lié par un accord international ressortissant à la compétence constitutionnelle du Québec et pour donner son assentiment à ce que le Canada exprime son consentement à être lié par un tel accord, le gouvernement doit prendre un décret à cet effet en vertu du troisième alinéa de cet article de cette loi;

ATTENDU QUE cet accord constitue un engagement international important en vertu du paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 22.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 22.4 de cette loi, la prise d'un tel décret, en ce qui concerne tout engagement international, ne peut avoir lieu qu'après son approbation par l'Assemblée nationale;

ATTENDU QUE la Convention-cadre pour la lutte antitabac a été approuvée par l'Assemblée nationale le 15 décembre 2004;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE le gouvernement du Québec se déclare lié par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, dont le texte est joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie soit chargée de transmettre l'engagement du Québec à être lié par cette convention aux instances appropriées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

45830

Gouvernement du Québec

Décret 72-2006, 14 février 2006

CONCERNANT l'approbation du Protocole de communication de renseignements entre la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes relativement aux bourses d'accès du millénaire attribuées au Québec

ATTENDU QUE la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales